

# Déplacement de Gérard Collomb à Marseille

jeudi 5 juillet 2018



## La sécurité au quotidien

### 1. Un pilotage renforcé et des résultats observés

La méthode dite du « **pilotage renforcé** », qui s'appuie sur le décloisonnement du renseignement criminel (la CROSS, pour Cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants : cellule opérationnelle et partenariale) a permis d'obtenir des résultats probants en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants.

Depuis début 2018 : **29 réseaux démantelés**, 92 trafiquants écroués.

Dans le cadre de la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ), cette méthode sera étendue à l'ensemble des quartiers de reconquête républicaine.

### 2. Des effectifs renforcés et plus de moyens alloués

Marseille bénéficie de **2 quartiers de reconquête républicaine** (quartiers Nord dès septembre, gare Saint Charles en décembre). D'ici décembre, **60 effectifs supplémentaires** y seront affectés qui viendront s'ajouter aux augmentations d'effectifs de +18% pour la PJ (police judiciaire), de +10% pour la PAF (police aux frontières) et de +41% pour la Sécurité intérieure.

**La Police de Sécurité du Quotidien se traduit aussi à Marseille par de multiples initiatives : EÉ**

- conseils de sécurité au plus près du terrain ;
- amélioration de l'accueil (cf. commissariat du 1er arrondissement, mesures en faveur du public) ;

- cellules de citoyenneté et de tranquillité publique (pour les auteurs d'incivilité et petite délinquance) ;
- pilotage renforcé de la sécurité dans les transports collectifs (mutualisation de moyens, opérations coordonnées) ;
- interconnexion de la vidéo protection avec les centres opérationnels des forces de sécurité ;
- **augmentation de 4 à 12** du nombre de délégués cohésion police population ;
- action du Centre de loisirs jeunes (plus de 6000 jeunes issus des QRR par an) ;
- **225 terminaux Neo** (92 smartphone et 133 tablettes) ont été livrés pour la CSP de Marseille et **400 autres seront livrés en 2018** ;
- **55 caméras piétons** sont déjà déployées – **104 seront livrées dès 2018**, prioritairement pour les quartiers de reconquête républicaine.

### 3. Un investissement immobilier ambitieux

Le projet de regroupement de la CRS 54 et de la DZCRS sur l'emprise foncière de la CRS 55, située sur le 13<sup>ème</sup> arrondissement -qui est inscrit dans la programmation triennale pour un montant de 15 millions d'euros- permettra d'**améliorer les conditions de travail de 390 agents** sur ce site.

Ce projet ouvre, dans un second temps, des perspectives : la libération de l'emprise de la CRS 54, dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement, doit conduire à une réflexion sur un possible réemploi de cette implantation, notamment en vue du regroupement de services dans un nouvel hôtel de police rendu nécessaire tant par la dispersion que par la vétusté de certaines implantations actuelles.



# Sécurité civile

## 4. Le BPPM, fleuron de la sécurité civile française

Le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille est un fleuron de la sécurité civile française. Il comporte notamment une force exceptionnelle, la **CAPINAV** (capacité nationale d'intervention en cas de sinistre sur navire), qui a la capacité à intervenir dans les situations les plus critiques en mer (tueries de masse, sinistre majeur sur un navire). Le Ministre d'État a par ailleurs annoncé qu'il remettra la **médaille d'or de la sécurité intérieure** au BPPM à l'occasion de ses 80 ans l'année prochaine.



# Collectivités locales

## 5. État et collectivités unis pour le développement de la Cité phocéenne

Le Ministre d'État et le Maire de Marseille, Président de la Métropole, ont signé deux contrats de maîtrise de la dépense publique, **l'un pour la ville de Marseille, l'autre pour la Métropole**. Ils constituent des symboles de l'alliance État-collectivités pour le développement de la Cité phocéenne.

Pour mémoire, les contrats de maîtrise de la dépense publique locale sont l'instrument prévu par la loi de programmation des finances publiques pour organiser la participation des collectivités locales à la stratégie de la France en matière de finances publiques. Celle-ci prévoit, d'ici à 2022, une réduction du taux d'endettement par rapport au PIB de plus de 5 points, et une diminution très significative du déficit public, toutes administrations publiques confondues.

**Sur les 322 collectivités qui étaient concernées par la démarche, 229 ont signé un contrat avec l'État, soit 71 % des collectivités concernées.** Cela démontre que les collectivités se sont saisies de ce dispositif, et que dans leur grande majorité, elles ont souhaité s'engager dans le pacte financier que le Gouvernement proposait.

# Lutte contre les discriminations

## 6. Libérer la parole des victimes d'actes racistes et antisémites

**Gérard COLLOMB a condamné avec force les propos tenus par l'imam de Toulouse.** Il a appelé les responsables du culte musulman à en faire de même.

Le Ministre d'Etat a annoncé l'extension du dispositif de pré-plainte en ligne, qui a fait ses preuves pour les atteintes aux biens, aux infractions liées aux discriminations. Il est en service dès aujourd'hui sur **[www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr](http://www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr)** et permettra de libérer la parole des victimes d'actes de racistes et antisémites.

Une équipe d'enquêteurs spécialisés dans la lutte contre les discriminations, réunissant forces de l'ordre et magistrats, sera spécialement formée à Marseille. **Si cette expérimentation fonctionne, elle sera étendue demain à d'autres territoires.**